

Expérimentation de centres de service agro-pastoraux



Pour une recherche d'une articulation positive entre agriculture et élevages extensifs

Expérimentation de centres de service agro-pastoraux dans le sud du Mali

Pour une recherche d'une articulation positive entre agriculture et élevages extensifs

Expérimentation de centres de service agro-pastoraux dans le sud du Mali

Date(s) de l'expérience	1997 - En cours
Mise en œuvre	Programme Jèkasy
Partenaires	Délégation Intercoopération au Sahel
Financement	Direction pour le Développement et la Coopération (DDC-Suisse)
Zone géographique	Afrique de l'Ouest, Mali, Région de Sikasso
Mots clés	Articulation, agro-pasteur, aménagement, charte pastorale
Echelle d'action	Cercle et région
Public(s) cible(s)	Organisations paysannes, , structures d'appui technique et financier

Résumé

Depuis 1997, le programme GDRN puis Jèkasy, a su avancer avec une certaine réussite dans l'accompagnement des acteurs locaux du Cercle de Yorosso (Région de Sikasso) pour l'élaboration progressive d'un schéma pastoral. La démarche a été très progressive, conduite au rythme des acteurs locaux, impliquant en chemin les nouvelles collectivités territoriales issues de la décentralisation (Commune rurales et Conseil de Cercle)... L'accent a été mis jusqu'ici sur la concertation, la prévention et la résolution des conflits entre agriculture et élevage (et non entre agriculteurs et éleveurs, car cette division catégorielle d'acteurs n'a plus beaucoup de sens sur le terrain¹). Le dernier forum annuel, à l'échelle du Cercle, a permis d'aller plus loin en identifiant les nouveaux tracés des pistes pastorales (transhumance, accès aux parcours et aux points d'eau), voire des possibilités d'aménagement de points d'eau. Toutefois, les causes profondes de ces conflits, celles de la compétition féroce qui déchire actuellement les communautés de la région pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles, ne peuvent être atteintes uniquement à travers ce seul

¹ Les agriculteurs sont devenus agro-éleveurs et les pasteurs agro-pasteurs... De plus, il existe plusieurs systèmes d'élevage aux spécificités fort différentes... L'image de conflits opposant des agriculteurs à des éleveurs est donc désuète et porteuse de graves erreurs stratégiques.

schéma pastoral. Ainsi, dans une recherche d'articulation positive entre agriculture et élevages extensifs, il est proposé la mise en œuvre de centres de services agro-pastoraux. Basés sur une offre de produits et de services au bénéfice commun de l'agriculture (engrais organique) et de l'élevage (aliment bétail), ces centres pourraient contribuer, en s'inscrivant dans le schéma pastoral, à une intensification progressive des deux activités.

Contexte

La région de Sikasso couvre un peu plus de 70 000 km² au sud du territoire national. Elle fait la frontière à l'est avec le Burkina Faso, au Sud avec la Côte d'Ivoire et à l'Ouest avec la Guinée. Sa population est estimée à environ 1,8 millions de personnes. La densité moyenne est de 25 habitants / km² avec toutefois une répartition très hétérogène. Le nord de la région, le vieux « bassin cotonnier », supporte par exemple des densités allant jusqu'à 60 habitants / km².

Située dans les hauts-bassin du Bani et du Niger, entre les isohyètes 800 mm et 1400mm, la région jouit d'un climat tropical subhumide. Successions de paysages de savanes arborées et de parcs agro-forestiers, c'est une des principales zones agricoles du pays.

Le coton constitue la principale culture de rente et la base des systèmes de production agricoles. La dynamique actuelle est largement marquée par la crise de la filière « coton » qui constituait jusqu'alors la clé de voûte de l'économie rurale et urbaine. La baisse progressive des rendements et l'augmentation concomitante des surfaces emblavées ont conduit à de graves problèmes environnementaux (baisse de fertilité, déséquilibre hydrologique, diminution de la biodiversité), sociaux (déstructuration communautaire, conflits fonciers) et économiques (surendettement paysan, marginalisation et appauvrissement de certaines catégories).

Problématique

Ces évolutions récentes se traduisent globalement une forte pression sur les espaces et les ressources naturelles alors que les pratiques agro-sylvo-pastorales restent en grande partie extensive. Ceci est d'autant plus sensible dans les anciens bassins cotonniers du Mali. Outre une perte quantitative, la régression des espaces boisés se caractérise par une baisse qualitative, de nombreuses essences disparaissant du fait de la pression anthropique. Pourtant, la demande en produits ligneux n'a cessé de croître : bois-énergie pour les communautés rurales et urbaines, bois de service, plantes médicinales et fourragères, zones mellifères, ... Cette distorsion progressive entre offre et demande a comme conséquence, non seulement d'aviver une concurrence intra-communautaire entre les différents usages, mais également d'engendrer des conflits intercommunautaires (litiges sur les limites des terroirs) ou entre urbains et ruraux (périphérie des centres urbains pour l'approvisionnement en bois-énergie). Face à cette problématique, les réponses apportées (marchés ruraux de bois-énergie, reboisement, forêts villageoises) restent encore très sectorielles et donc partielles car peu axées sur une approche de multi-fonctionnalité de ces espaces (superposition des domaines agricoles, forestiers, pastoraux,...) et de gestion concertée entre groupes d'utilisateurs.

Durant ces dernières années, l'élevage bovin est une activité qui a pris une importance particulière dans les zones soudano-sahéliennes. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette évolution. D'une part, un glissement des troupeaux sahélien vers le sud a été largement mis en évidence au début des années quatre-vingt dix, conséquences des sécheresses de la décennie précédente, de l'attraction des marchés des pays côtiers et du recul des grandes endémies propres aux zones humides (trypanosomyase). Même si la demande en viande sahélienne des zones urbaines de la côte ouest-africaine a depuis fortement diminué (crise économique, réinstallation de la concurrence européenne sur la viande) et que le climat sahélien est à nouveau plus favorable ces dernières années, force est de constater que les pasteurs sont restés dans le sud, en faisant au passage évoluer fortement leurs systèmes d'élevage (raccourcissement des

transhumances, semi-sédentarisation, pratiques de l'agriculture). Dans le même temps, l'extension de la culture attelée, le besoin de fumure organique et la thésaurisation de certains gros producteurs cotonniers ont conduit au développement d'un cheptel "autochtone", d'abord sédentaire puis semi-transhumant quant la taille des troupeaux a dépassé les potentialités fourragères des terroirs agricoles. Confiant leurs bêtes aux pasteurs peulhs durant les premières années, les nouveaux agro-éleveurs ont développé depuis une certaine compétence en matière d'élevage. La situation actuelle est donc complexe :

- La traditionnelle division ethnique entre éleveurs et agriculteurs disparaît au profit d'exploitations familiales agro-pastorales.
- Les associations d'éleveurs, autrefois exclusivement peulhes, s'ouvrent aux nouveaux éleveurs (on peut y voir d'ailleurs une certaine stratégie de prévention des conflits).
- Tous ces systèmes d'élevage restent fondamentalement extensifs. Face à l'accroissement global du nombre de têtes et à la co-existence de diverses formes de mobilité de ces troupeaux, l'organisation des espaces pastoraux est en pleine évolution avec la modification des parcours et des voies de transhumance, une pression pastorale sur les bas-fonds et une augmentation des conflits.
- Les anciens échanges entre agriculteurs et éleveurs, notamment les contrats de fumure, ont laissé la place à une recherche d'articulation entre ces deux activités à l'intérieur même des exploitations. Toutefois, pour le cas de la fumure organique, le caractère extensif de l'élevage ne permet pas une réelle généralisation de cette pratique pourtant très attirante aux yeux des paysans.
- Dans le cadre de la décentralisation, particulièrement au Mali, les communes rurales restent très démunies face à la nécessité d'organiser les espaces ruraux dont elles ont la charge, notamment au niveau du domaine pastoral. Tout d'abord, l'échelle communale se révèle souvent inappropriée pour aborder la problématique pastorale qui fait référence à des espaces plus grands, voire à des logiques transfrontalières. Si certaines questions, en particulier au niveau des points d'eau, peuvent être traitées localement, d'autres aspects (voies de transhumance par exemple) méritent une approche basée sur des principes de subsidiarité entre les différentes échelles locales (commune, département, Province ou Cercle), régionales et " transfrontalières ".

Face à cette problématique et sur demande de nombreux acteurs locaux, le programme Jékasy a pu contribuer à la mise en place à Yorosso, un des sept Cercles de la région de Sikasso, de systèmes locaux de prévention et de gestion des conflits agro-pastoraux. Sous l'égide des instances des collectivités locales, un processus de concertation – négociation – diagnostic entre acteurs locaux a pu déboucher sur l'esquisse de conventions ou chartes pastorales. Celles-ci, dont l'existence légale est prévue dans le nouveau code pastoral (2001), permettent de redéfinir la répartition des grandes zones de parcours, de garantir les accès aux points d'eau et aux pâturages, de redessiner les voies de transhumance d'intérêt régional voire national ou sous-régional, de clarifier les responsabilités des différents niveaux d'acteurs pour la gestion des conflits, de susciter la création de structures socio-professionnelles d'éleveurs, de planifier les aménagements pastoraux et les marchés, ... Ce processus, lent et très progressif car très politiquement et socialement sensible, a permis jusqu'ici de réduire de manière significative le nombre de conflits. Plus précisément, les conflits sont réglés plus tôt, à des échelles très locales, sans recours dangereux aux autorités administratives ou judiciaires.

Toutefois, malgré cette amélioration notable de la situation, l'évolution des deux activités, agriculture et élevage, montre une croissance constante des surfaces cultivées et du cheptel. Même si des mécanismes efficaces de prévention et de gestion des conflits ont pu être mis en place, il est à craindre qu'ils soient vite submergés. Ainsi, l'état d'avancement actuel du schéma pastoral ne peut être qu'une étape, une solution provisoire ayant permis de restaurer un climat de dialogue entre les différents acteurs impliqués et d'entrevoir la possible construction commune d'une vision d'avenir plus ambitieuse. Le concept des « centres de services agro-pastoraux » paraît constituer une piste intéressante de réflexion et d'expérimentation.

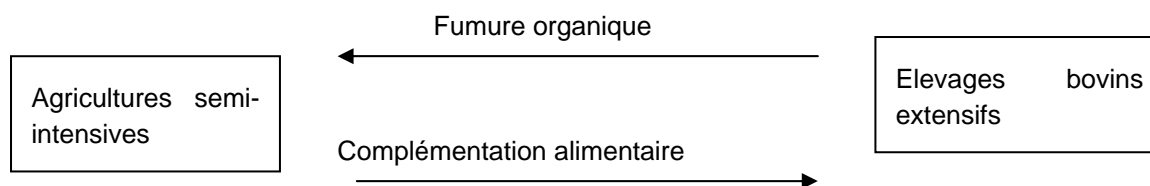
Mise en œuvre

Ainsi, sans jouer les mauvais augures, l'embellie constatée à Yorosso grâce au processus de construction négocié d'un schéma pastoral risque de n'être que de courte durée car les causes profondes du problème ne sont pas encore abordées de manière directe et les solutions ne sont donc que palliatives. En effet, aussi longtemps que le niveau de productivité et le coefficient de durabilité des systèmes de cultures restera aussi bas, qu'il s'agisse d'ailleurs du système « coton » ou du système « céréales », la satisfaction des besoins croissants de production (démographie et marchés) se fera sur la base d'une consommation d'espaces et de fertilité. De plus, les terres situées en bas de pente, près du réseau hydrographique et donc des ressources en eau, offrent les seules possibilités d'une certaine intensification et d'une agriculture complémentaire de contre-saison. Ajouter à cela une tendance à la « privatisation » des espaces pastoraux par les agro-éleveurs, il est aisé de comprendre que le potentiel de conflits ne saurait qu'augmenter.

La piste de réflexion et d'expérimentation sur le sujet est basée sur une recherche d'une nouvelle forme d'articulation positive entre agriculture et élevage en partant de la liaison entre les deux besoins fondamentaux spécifiques à chacune de ces deux activités :

- Dans l'évolution des systèmes de cultures, l'augmentation de la productivité nécessite une meilleure gestion de la fertilité basée en premier lieu sur une utilisation accrue de la fumure organique. En effet, le coût d'une fumure d'origine chimique reste trop onéreux, même dans le cas des cultures de rente. De plus, la pédologie des sols ferrugineux tropicaux montre que les engrais minéraux d'origine chimique n'ont qu'une action significative que dans la mesure où les caractéristiques physiques et chimiques sont améliorées par une augmentation du taux de matière organique. Celle-ci ne peut être obtenue qu'à travers une application plus importante de fumier de qualité nécessitant une combinaison plus élaborée d'eau, de déjections animales, de paille, de tourteaux et de résidus de récolte...
- La situation actuelle des ressources pastorales dans la répartition des modes d'occupation des sols des terroirs villageois montre la nécessaire évolution des systèmes d'élevage extensif. La modification majeure se situe sans doute dans le mode d'alimentation des troupeaux qui ne peut plus être uniquement basé sur les pâturages (fourrage herbacé et ligneux) dans les terroirs agricoles des zones sahélo-soudaniennes et soudaniennes. Un complément est donc obligatoire, non pas uniquement parce que les ressources pastorales soient déjà insuffisantes de manière absolue, mais surtout parce que la traversée de certains couloirs pastoraux très étroits et l'accès plus difficile aux pâturages et aux points d'eau réduit localement et de façon relative les possibilités d'exploitation des ressources naturelles. Par ailleurs, la gestion interne des troupeaux est en pleine évolution avec un maintien plus long de certaines catégories et un passage à des pratiques semi-intensives (laitières, animaux de trait ou d'embouche) qui obligent également à ce recours aux compléments alimentaires. La majorité de ceux-ci proviennent pour l'instant du tourteau de coton issu des huileries liés aux usines d'égrainage. Outre un prix assez fort, ce produit est l'objet d'une forte spéculation et d'un détournement vers les élevages d'embouche périurbains. Certaines initiatives privées émergent actuellement pour fournir le marché d'aliments « bétail » réalisés à partir de farines végétales et de résidus de meunerie. Pourtant, il y a encore la place pour une production très locale, plus artisanale et alimentée par un traitement adéquat de fourrages herbacés et ligneux, de résidus de récolte, de tourteaux. Comme dans le cas de la production de fumure, cette activité demande également la disponibilité d'une ressource en eau fiable.

En résumé et de manière simplifiée, nous avons donc le système suivant :



Sous quelles formes, cette articulation positive entre agriculture et élevage peut-elle être concrétisée ? Une des pistes de recherche-action consiste à imaginer, dans le cadre des chartes pastorales locales et des schémas d'aménagements pastoraux qui leur sont liés, l'installation de « centres de service ». Ces derniers, placés de préférence sur des voies de transhumance, seraient des structures communales confiées à des privés en gestion déléguée qui regrouperaient dans une zone non agricole et autour d'un point d'eau artificielle (forage) des services et des activités de production dont la fabrication d'aliments « bétail » et d'engrais organique.

Cette idée est cours d'expérimentation à Yorosso à travers une collaboration entre Jèkasy et MaliFolkecenter (une ONG maliano-danoise spécialisée dans les énergies renouvelables) autour de la mise en place d'un centre de service articulé autour d'un marché à bétail et d'un forage équipé d'une pompe électrique, elle-même alimentée par une éolienne génératrice. L'infrastructure de base est en cours de réalisation sous la maîtrise d'ouvrage de la commune rurale de Karangana (une des neuf communes du Cercle de Yorosso) qui en sera le propriétaire. Un contrat de gestion déléguée (de type de concessionnaire) a été conclu entre la commune et l'association des marchands de bétail de Karangana. Cette dernière cherche à son tour un ou un groupe de gérants qui exploiteront, de manière commerciale, le centre de service agro-pastoral moyennant un loyer et des dispositions complémentaires portant sur les investissements qu'ils pourraient y faire. Il est prévu un développement progressif des activités et donc des services offerts (quantité, qualité et diversité). Il est possible à terme d'imaginer un groupe de micro-entreprises oeuvrant dans les domaines suivants : production et vente d'engrais organique, d'aliments bétail, de produits vétérinaires, collecte primaire de lait (en liaison avec la laiterie de Koutiala), micro-pisciculture, production et vente de plants forestiers et fruitiers, etc... Des études de faisabilité et une réflexion partagée avec les acteurs locaux (au niveau de Karangana mais également de l'ensemble du Cercle) sont en cours. La démarche est donc jusqu'à présent très itérative et pragmatique.

Résultats atteints

En dehors des avancées obtenues dans l'élaboration du schéma d'aménagement pastoral, il est important de souligner que le point précis des « centres de services agro-pastoraux » a permis aux acteurs locaux (OP, communautés et communes) de :

- Sortir du champ restreint de la prévention et de la gestion des conflits.
- Ouvrir une réflexion sur l'évolution des systèmes agraires et leurs effets sur les ressources naturelles.
- Retrouver, à l'image des anciennes pratiques de « contrats de fumure », des formes modernes et adaptées de synergies entre productions animales et végétales.
- Aborder les aspects complémentaires au schéma pastoral relatifs à l'aménagement du territoire et aux développements d'activités économiques

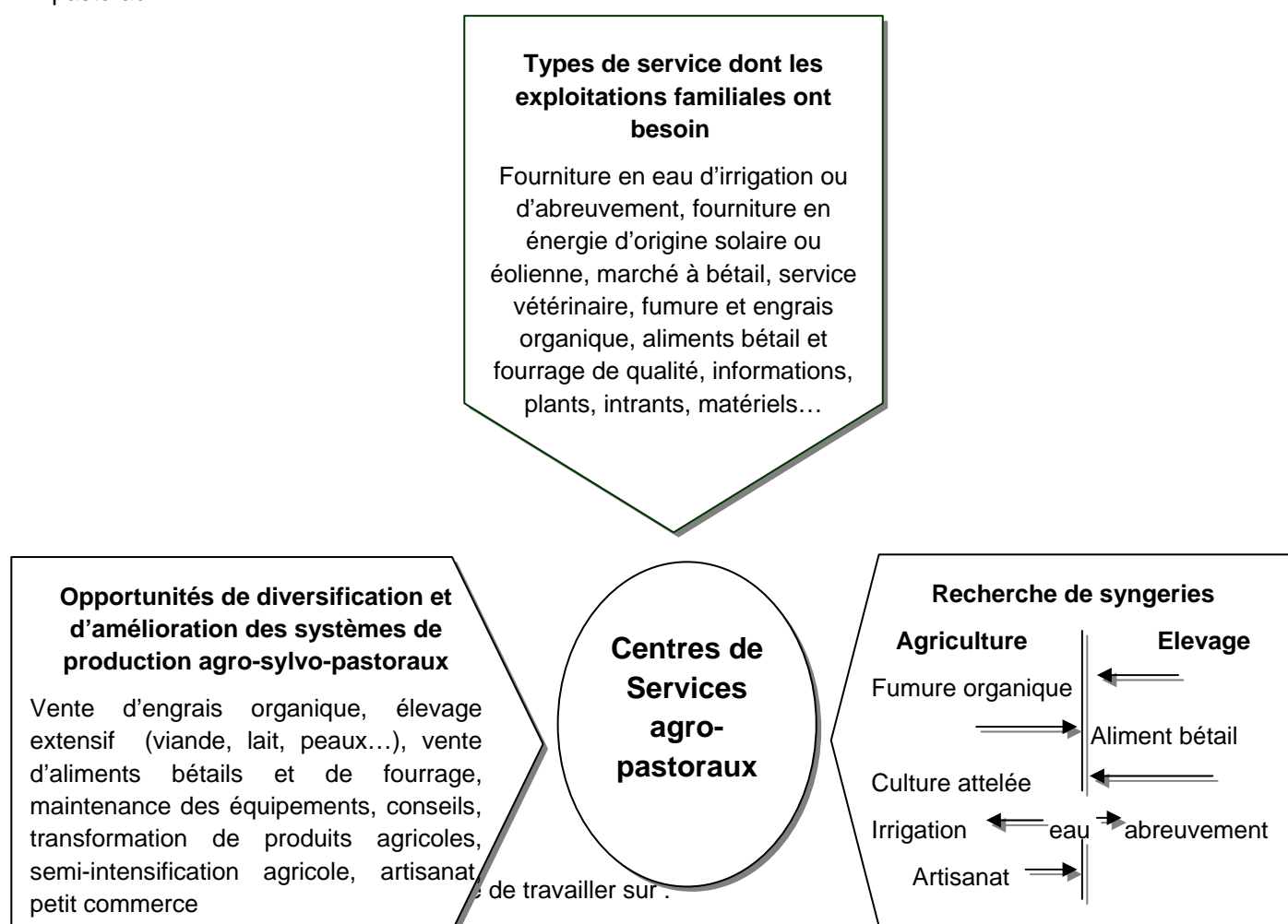
- Rechercher les voies de la semi-intensification des systèmes de production sans perdre le caractère anti-aléatoire des pratiques actuelles et en respect avec les réalités d'une exploitation de type familiale.

Enseignements et perspectives

Il est encore trop tôt pour juger de l'ensemble des aspects économiques liés au fonctionnement des centres agro-pastoraux. Il reste néanmoins légitime de peser qu'il y a là une source importante de revenus ruraux et de création d'emplois. La nécessaire intensification des systèmes de production peut trouver dans cette formule une contribution non négligeable.

Actuellement, dans l'optique d'étendre la première expérience démarrée à Karagana sur l'ensemble du Cercle, en cohérence avec le schéma pastoral, une série de séances de réflexion avec les acteurs locaux est en préparation.

L'idée est de trouver un équilibre entre trois aspects fondamentaux de ces centres de services agro-pastoraux :



Le contenu des services à offrir (de quels services ont besoin les exploitations familiales et les agro-pasteurs / agro-éleveurs, l'inventaire des clients potentiel, ...)

Le fonctionnement des centres (accès aux services, modes de « gestion », prix, quels sont les services publics et les services privés, sur quelles bases se fait l'offre, le montage institutionnel, ...)

L'insertion des centres dans le schéma pastoral comme composante du plan d'aménagement du territoire (critère de situation, de mise en place, relation entre centres, potentiel local de synergie, ...)

Changement d'échelle et aspects politiques

Depuis le début de cette expérience, le Ministère du Développement Rural, en particulier au niveau de la Direction Nationale de l'Équipement et de l'Aménagement Rural, est impliqué dans les étapes de conception, de mise en œuvre et de suivi. Le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM) attache également beaucoup d'importance à cette recherche-action. De même, plusieurs organisations paysannes de la région ou d'autres régions du Mali ont pu échanger avec les acteurs impliqués à Yorosso. Ainsi, une contribution aux réflexions plus globales sur l'amélioration des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux et sur la gestion durable des ressources naturelles est organisée.

Sur le plan plus local, cette recherche-action entre dans le cadre plus général de la conception et de la mise en œuvre d'un plan d'aménagement et de gestion des ressources naturelles qui comprendra à terme :

- Une répartition spatiale des différentes occupations des sols et des infrastructures qui leur sont liées
- Une législation locale (convention, charte) sur l'accès et l'usage des différents espaces et ressources
- Un plan d'action visant la promotion des investissements dans les secteurs d'activités concernés.

Auteur : Cheick Oumar DIALLO

François PICARD

Saisie le : 20/10/2003

POUR ALLER PLUS LOIN

Contact

Intercooperation, Délégation pour le Sahel, Korofina Sud, Rue 96 Porte 747, BP 2336 Bamako, Mali, tel : 223 224 44 60, fax : 223 224 61 19, email : icsahel@icsahel.org, site web : www.dicsahel.org

Programme Jékasy, Coopération suisse – Intercooperation, BP 215, Sikasso, Mali, tel : 00 223 262 03 64, fax : 00 223 262 02 47, email : jekasy@icsahel.org

Mali Folkecenter pour les énergies renouvelables, Sogonico-Magnambougou, BP E 4211, Bamako tel : 00 223 220 06 17, fax : 00 223 220 06 18, email : <mali.folkecenter@afribone.net.ml>

Références bibliographiques

- Collectif, Rapport annuel 2002, Programme Jèkasy, Intercooperation, Sikasso, 2003
- Collectif, Bilan du groupe de travail et de réflexion sur les conventions locales, CRC, programme GDRN 2000
- Collectif, Schéma d'aménagement pastoral de Yorosso- Document de diagnostic sommaire, DNAER, 2000
- Peter Hochet, Négocier l'accès aux ressources pastorales, anthropologie des dynamiques d'accès aux ressources naturelles dans le sud du Minyankala, Rapport d'étude, Programme Jèkasy, janvier 2003, 49 p
- Malifolkecenter, **Installation de système de pompage hybride éolien-solaire, pour l'abreuvement et la réduction des émissions de CO₂, projet collaboratif FEM – Jèkasy, bamako, février 2002.**
- François Picard, note de cadre, pour une articulation positive entre agriculture et élevages extensifs, NDII63FP0203.doc, D-IC Sahel, octobre 2003, 11 p.